



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

établissements

Question écrite n° 33487

Texte de la question

M. Patrick Roy attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche sur l'intrusion croissante d'intérêts privés et marchands dans l'enseignement public laïc. Malgré un titre rassurant de « code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire », la circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001 est trop permissive. Ce texte, qui commence par rappeler le principe de neutralité de l'école, est ensuite ponctué de phrases commençant par « cependant », « toutefois », « néanmoins ». Un grand groupe bancaire français montre, en organisant les « masters de l'économie », à quel point ce texte permet à un grand groupe financier de s'introduire dans les écoles pour y inculquer son idéologie et y recruter ses futurs clients. Il semblerait que le pouvoir des entreprises privées et de la finance ait pris le pas sur les principes républicains qui régissent l'éducation nationale. La multiplication de ces interventions à but commercial ou publicitaire est de nature à altérer la neutralité scolaire. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de véritablement garantir celle-ci.

Texte de la réponse

La circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001 a établi un code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire. En effet, le principe de neutralité du service public doit être scrupuleusement respecté dans les établissements scolaires. Cependant, dans un but pédagogique d'ouverture de l'école sur le monde extérieur, ces établissements doivent avoir la possibilité de développer des contacts et des échanges avec leur environnement économique, culturel et social, notamment avec des entreprises. Celles-ci peuvent en effet proposer des actions ayant un réel intérêt pédagogique. Les relations qui s'instaurent alors entre les entreprises et les établissements d'enseignement doivent s'inscrire dans un cadre précis afin d'éviter les dérives commerciales et publicitaires qui peuvent être sous-jacentes aux demandes d'intervention de certaines entreprises. C'est pourquoi il est apparu nécessaire de fixer les modalités de ces relations dans un texte, en particulier les conditions de mise en oeuvre d'un partenariat avec ces entreprises. La circulaire du 28 mars 2001 a le mérite de rappeler la portée du principe de neutralité du service public et la nécessité pour un établissement scolaire d'y soumettre ses relations avec les entreprises, ainsi que l'interdiction de toute démarche publicitaire dans les établissements. Elle se réfère en outre expressément aux notes de service du 27 avril 1995 et du 9 août 1999 qui rappellent les principes fondamentaux de l'école et les conditions de tout partenariat entre un établissement et une entreprise. Le Conseil d'État s'est prononcé le 6 novembre 2002 sur la légalité de certains points de cette circulaire et a considéré que les passages contestés ne contenaient aucune disposition réglementaire contraire au droit. Il n'est pas envisagé actuellement de remettre en cause les dispositions de cette circulaire.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Roy](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 33487

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : jeunesse et éducation nationale

Ministère attributaire : jeunesse et éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 10 février 2004, page 966

Réponse publiée le : 9 mars 2004, page 1873